

DÉCONSTRUIRE ? L'EXEMPLE DES BARRAGES DE LA SÉLUNE (MANCHE)

Yves-François Le Lay, Marie-Anne Germaine

Armand Colin | « Annales de géographie »

2017/3 N° 715 | pages 259 à 286

ISSN 0003-4010

ISBN 9782200930912

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2017-3-page-259.htm>

Pour citer cet article :

Yves-François Le Lay, Marie-Anne Germaine « Déconstruire ? L'exemple des barrages de la Sélune (Manche) », *Annales de géographie* 2017/3 (N° 715), p. 259-286.

DOI 10.3917/ag.715.0259

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Déconstruire ? L'exemple des barrages de la Sélune (Manche)

Remove energy infrastructure installations? The case of dams on the River Sélune (Manche, France)

Yves-François Le Lay

Maître de conférences, UMR 5600 Environnement, Ville, Société, Université de Lyon

Marie-Anne Germaine

Maître de conférences, UMR 7218 LAVUE, Université Paris-Nanterre

Résumé

Deux barrages hydroélectriques installés sur la Sélune (Manche) sont visés par un projet de démantèlement qui ne fait pas consensus. Les dimensions du débat public sont explorées au moyen de l'analyse textométrique d'un corpus de 515 articles publiés de 2001 à 2015 dans deux titres de la presse régionale, *Ouest-France* et *La Gazette de la Manche*. Les résultats permettent de reconstruire la trajectoire géo-historique du conflit, de restituer les argumentaires et les régimes d'action choisis par les acteurs de la polémique et d'envisager l'évaluation controversée des conséquences que la déconstruction des infrastructures hydrauliques aurait sur le territoire. Les attermolements des décideurs ont contribué à installer le conflit dans la durée. Émue par les éventuelles modifications de son cadre de vie, une partie de la population locale ressent vivement un sentiment de dépossession qui accompagne souvent les projets susceptibles de se lire à différentes échelles. Les positions tenues par les parties prenantes révèlent autant de régimes d'être au monde qui se focalisent sur des valeurs contrastées.

Abstract

Two hydroelectric dams in France installed on the River Sélune (Manche) are the object of a controversial dismantling project. A set of 515 articles published from 2001 to 2015 in two regional newspapers is explored using text analysis programs. The objective is to stress three dimensions of the public debate by reconstructing the geo-historical trajectory of the conflict. This involves identifying the arguments and action plans chosen by the stakeholders, assessment of the local consequences that the removal of both installations would have on the riverine communities. The results emphasize in particular that procrastination by decision-makers contributed to durable prolongation of the conflict. Negatively affected by any changes in their environment, some people feel a strong sense of dispossession typical for projects that could be interpreted at different scales. Attitudes held by stakeholders towards the project reveal the many different strategies of being in the world that exist and which focus on contrasting values.

Mots-clés

Barrage, continuité écologique, controverse, paysage, presse régionale, restauration écologique, textométrie

Keywords

controversy, dam removal, ecological continuity, newspapers, river restoration, riverscape, text analytics

1 Introduction

Les temporalités des mutations paysagères peuvent être en décalage par rapport à celles auxquelles évoluent les valeurs portées par les humains. Lorsque ces changements affectent leur cadre de vie, les habitants s'y montrent particulièrement sensibles (Melé *et al.*, 2003). L'environnement non humain revêt, en effet, des significations profondes pour les habitants qui y ont construit leur identité et en retirent des bienfaits psychologiques (Searles, 1960).

De nombreuses études se sont intéressées aux débats publics suscités par des projets d'aménagement, notamment ceux qui impliquent la construction d'infrastructures industrielles et de transport (Lecourt et Baudelle, 2004). Les conflits liés à la réalisation d'équipements de production et de transport d'électricité ont attiré l'attention, plus particulièrement sur les mobilisations sociales générées par l'installation d'une centrale nucléaire (Kasperson *et al.*, 1980 ; Gamson et Modigliani, 1989), d'un champ d'éoliennes (Hindmarsh, 2014 ; Labussière et Nadaï, 2014), d'une ligne à haute tension (November *et al.*, 2004 ; Cairn and Nelson, 2013) ou d'un barrage hydraulique (Blanc et Bonin, 2008 ; McCormick, 2010 ; Vaidyanathan, 2011). En revanche, la question de la démolition d'infrastructures reste moins documentée. Les agglomérations évoluent en se reconstruisant sur elles-mêmes, ce qui pose par exemple des questions de patrimonialisation, de démolition et de mémoire (Veschambre, 2008). De même, malgré leur durée de vie relativement longue, de grands dispositifs techniques peuvent se voir privés d'un projet de société ; leur démantèlement doit alors être envisagé. C'est notamment le cas d'infrastructures de l'énergie telles que des plateformes *off-shore*, des centrales nucléaires ou des barrages hydroélectriques (Bond *et al.*, 2004 ; Hollmuller *et al.*, 2004 ; Kornijów, 2009). Comme pour les installations obsolètes de montagne démontées depuis les années 1990 sous l'impulsion d'associations mettant en avant des valeurs esthétiques et paysagères (Laslaz, 2013), la suppression des ouvrages hydrauliques interroge la patrimonialisation de l'environnement. La dépoldérisation constitue un autre exemple d'entreprise visant à effacer les aménagements humains pouvant susciter des débats entre ceux qui souhaitent retrouver une nature spontanée et ceux qui désirent conserver un témoignage de ces paysages (Goeldner-Gianella, 2013).

L'évaluation des ouvrages hydrauliques s'est progressivement complexifiée depuis une quarantaine d'années, en intégrant des critères plus nombreux dont la conciliation peut s'avérer délicate (Flaminio, 2016). En particulier, les préoccupations environnementales étant de mieux en mieux reconnues dans le cadre législatif et réglementaire, les concessionnaires de barrages-usines hydroélectriques doivent désormais prendre en compte les impacts de leur exploitation sur le fonctionnement des écosystèmes. En France, la reconnaissance de ces impacts se manifeste de trois manières. Premièrement, depuis les années 1980, la construction de nouveaux barrages se fait plus rare ; des projets sont abandonnés, comme les barrages de Loyettes sur le Rhône (Bravard, 1982 ; Michelot, 1990) ou de Chambonchard sur le Cher (Garnier et Rode,

2007). Deuxièmement, le renouvellement des concessions est négocié par les autorités publiques et suivi par les associations écologistes qui en profitent pour accroître leurs exigences en matière de gestion de l'environnement (Bérard, 2007). Troisièmement, suite à quelques expériences comme la démolition du barrage de Kernansquillec sur le Léguer en 1996 (Derville *et al.*, 2001) ou celle des barrages de Saint-Étienne-du-Vigan sur l'Allier et de Maisons-Rouges sur la Vienne en 1998 (Couderc, 1998), de nouveaux projets d'effacement d'ouvrages hydrauliques sont désormais discutés, notamment lorsque leur maintien se montre incompatible avec le respect de la continuité écologique des cours d'eau (Barraud, 2011 ; Corbonnois et Tchékpo, 2013). Introduit en 2000 par la directive-cadre sur l'eau (DCE)¹, la continuité écologique désigne le bon fonctionnement du transport sédimentaire, la libre circulation des organismes vivants et leur accès aux zones de reproduction, de croissance, d'alimentation ou d'abri. Les opérations de démantèlement d'ouvrages hydroélectriques s'insèrent donc dans des programmes plus larges dits de restauration écologique de cours d'eau (Germaine et Barraud, 2013 ; Morandi, 2014 ; Lévêque, 2016).

La mise en œuvre de tels programmes relève de trois grandes stratégies qui considèrent inégalement la structure, le fonctionnement et la dynamique des hydrosystèmes fluviaux. Dans une perspective structurale, certains projets se contentent de jouer sur les formes fluviales ou les habitats, par exemple en imposant un nouveau tracé fluvial ou en (re)connectant les bras morts au chenal principal. Dans un souci plus fonctionnel, d'autres préfèrent jouer sur les paramètres abiotiques ou biotiques du système en augmentant les débits réservés², en stimulant le transport solide³ par des recharges sédimentaires, en accroissant la population de certaines espèces ou en favorisant l'érosion latérale suite au démantèlement des ouvrages longitudinaux. Enfin, ces opérations envisagent inégalement la dynamique de l'hydrosystème dans la durée ; si certaines tendent à le figer, d'autres favorisent des modifications permanentes.

Or, l'effacement d'un barrage hydraulique a des implications telles qu'il relève de ces trois stratégies : la déconstruction de l'ouvrage modifie intensément la structure, le fonctionnement et la dynamique de l'hydrosystème dont il est retiré. De plus, le paysage auquel les communautés riveraines se sont habituées pendant plusieurs décennies est métamorphosé. Le lac de retenue et les activités associées disparaissent avec le barrage. Dès lors, comment les habitants reçoivent-ils des projets qui s'appêtent à transformer aussi intensément leur cadre de vie, voire leur mode de vie ?

1 La directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

2 L'article L.214-18 du code de l'environnement impose à tout ouvrage transversal de maintenir un débit minimal, souvent équivalent à 1/10^e du module, de façon à garantir le fonctionnement des hydrosystèmes.

3 Le transport solide désigne le transit des sédiments sous forme de charriage ou en suspension.

Cet article présente une enquête menée sur un débat public relatif au projet de restauration de la vallée de la Sélune (Manche, Normandie) qui consiste en la déconstruction de deux barrages hydroélectriques exploités par Électricité de France (EDF) (Germaine et Lespez, 2014). Faute de consensus, les tenants et les opposants du projet se sont structurés pour faire entendre leurs points de vue ; ils ont développé des argumentaires qu'ils ont publicisés dans la presse régionale. Cette étude appréhende l'éventuel effacement des barrages hydroélectriques au regard du croisement de trois dimensions du débat médiatisé : les temps du conflit, les acteurs de la polémique et les espaces de la controverse (Garcier et Le Lay, 2015). Il s'agit ainsi (a) de reconstruire la carrière (inachevée) du conflit en relevant les temps forts et faibles du débat, (b) de restituer la polyphonie dialogique que nourrissent les acteurs de la polémique, et (c) d'envisager l'évaluation controversée des implications territoriales du projet. Après une description des ouvrages étudiés et du dispositif méthodologique mis en œuvre, les principaux résultats sont présentés et discutés à la lumière de quelques acquis de la littérature scientifique.

2 Le suivi de la réception d'un projet de déconstruction

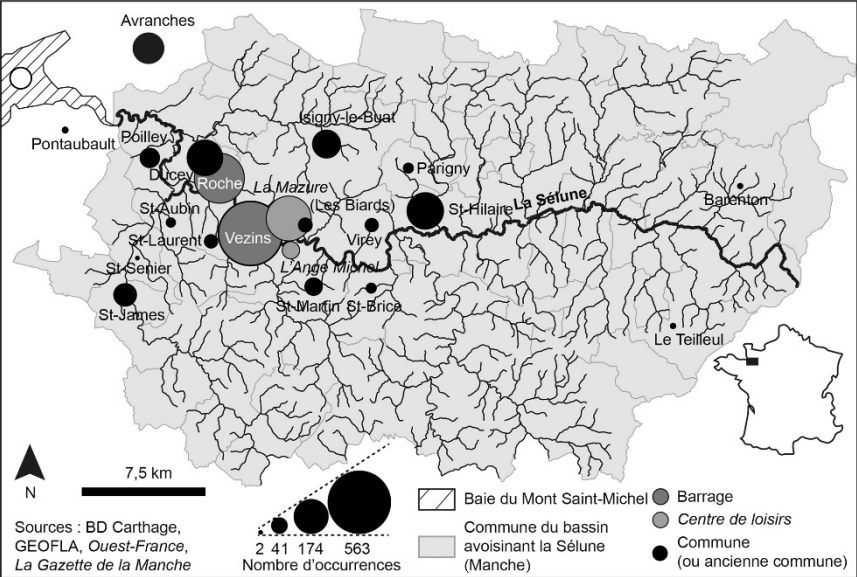
2.1 *Un petit fleuve côtier propice à la production de « houille verte »*

Drainant un bassin de 750 km², la Sélune est un petit fleuve côtier qui prend sa source à 170 mètres d'altitude, aux confins de la Manche et de la Mayenne (fig. 1a). Elle reçoit les eaux de plusieurs affluents avant de se jeter dans la baie du Mont-Saint-Michel, au terme d'un cours d'environ 90 kilomètres de long. Dans son bassin versant, la hauteur annuelle des précipitations avoisine le mètre. Le débit moyen de la Sélune s'élève à 11 m³/s (Journaux, 1952) et la période d'étiage reste brève. Ces caractéristiques ont paru assez favorables pour que des études soient entreprises dès 1912 dans la perspective de barrer la Sélune et d'y installer une usine hydroélectrique.

Après la Première Guerre mondiale, l'administration des Ponts et Chaussées est chargée de repérer des sites d'aménagement hydraulique dont la mise en service doit permettre d'exploiter un réseau de lignes électriques (Gautier, 1939). L'hydroélectricité est soutenue par les pouvoirs publics qui y trouvent un levier pour industrialiser les campagnes de l'Ouest français, alors que les prix du charbon sont très élevés.

Deux barrages ont finalement été édifiés (tab. 1) : la Roche-qui-Boit (fig. 1b) et Vezins, mis en eau respectivement en 1919 et 1932. Il s'agit de barrages en béton à voûtes multiples considérés comme audacieux à la fin des années 1920 (Mesnager, 1928). Ils sont exploités par une entreprise locale, la Société des Forces motrices de la Sélune. L'installation de ces dispositifs techniques fait plutôt consensus dans la mesure où elle procède d'une stratégie « gagnant-gagnant » : l'énergie est notamment consommée par l'éclairage et l'alimentation de machines qui suppléent la main-d'œuvre manquante. Hormis quelques désagréments

a) Carte de localisation indiquant les principaux toponymes cités dans *Ouest-France* et *La Gazette de la Manche*



b) Le site du barrage et de l'usine de la Roche-qui-Boit, à Ducey, exploitée par les Forces motrices de la Sélune (Carte postale non circulée précédant la Seconde Guerre mondiale).



Fig. 1 La Sélune, un fleuve côtier aménagé pour produire de l'hydroélectricité.
The Sélune, a coastal river developed to produce hydroelectricity.

occasionnés par les chantiers et le regret de voir disparaître deux ponts sous les lacs⁴, les barrages sont reçus favorablement par la population locale qui profite par ailleurs d'un tarif réduit – dit de repos – proposé en 1933 par le concessionnaire dans un but de « vulgarisation » du courant électrique⁵.

Tab. 1 Caractéristiques des barrages de La Roche-qui-Boit et de Vezins (sources : Turquet, 1929 ; Descottes, 1934 ; Bigot, 1937 ; Journaux, 1955).

Characteristics of the two dams of La Roche-qui-Boit and Vezins (from Turquet, 1929 ; Descottes, 1934 ; Bigot, 1937 ; Journaux, 1955).

	La Roche-qui-Boit	Vezins
Commune	Ducey	Vezins
Type de barrage	Voûtes multiples	Voûtes multiples
Matériau	Béton armé	Béton armé
Longueur du barrage (m)	129	370
Hauteur du barrage (m)	16	35
Substratum	Granite	Schistes métamorphiques
Cote du plan d'eau	27	60
Superficie du lac (ha)	40	200
Volume de la retenue (m ³)	4 millions	19 millions
Hauteur de chute (m)	12	31
Puissance installée (kW)	1 750	12 000
Production annuelle (kW)	7 millions	22 millions
Mise en service	1920	1932

Le potentiel récréatif et touristique des retenues est aussi immédiatement reconnu (fig. 1b) : « À l'amont du barrage [de la Roche-qui-Boit], la Sélune constituera un magnifique réservoir de 40 hectares qui dans son cadre boisé et pittoresque, deviendra un lieu de pèlerinage pour les touristes, et ajoutera un attrait de plus à ceux, déjà nombreux, de ce pays enchanteur »⁶. En 1933, une demande est formulée pour que la chasse aux canards sauvages soit autorisée sur le lac formé par le barrage de Vezins⁷. Les pêcheurs de poissons de lac se réjouissent à l'idée de fréquenter ces nouvelles retenues. En revanche, dès les années 1930, ceux qui tiennent au saumon se plaignent des barrages modernes qui dressent un obstacle infranchissable lors de sa migration⁸ : le poisson meurt au pied de l'ouvrage sans s'être reproduit, faute d'avoir trouvé des eaux suffisamment oxygénées (Kreitmann, 1938). Suite à la construction du barrage de Vezins, le Ministère des travaux publics exige donc, à titre compensatoire, que le

4 *L'Ouest-Éclair*, 28/05/1931.

5 Département de la Manche, 1933, Rapports et délibérations, Saint-Lô, E. Leclerc, 312 p.

6 *L'Ouest-Éclair*, 09/01/1919.

7 Département de la Manche, 1933, Rapports et délibérations, Saint-Lô, E. Leclerc, 312 p.

8 En 1884, le saumon semble remonter la Sélune jusqu'à Ducey, « où il se trouve arrêté par le barrage d'un moulin » (Baveret-Wattel, 1884, p. 20). Mais la présence du saumon est également attestée plus en amont, au moulin de Virey (partie amont de la retenue d'eau du barrage de Vezins), dans un article paru dans *Le Glaneur de la Manche* en 1881. Voir ici : <https://selune.hypotheses.org/650>.

concessionnaire fournisse des alevins destinés à repeupler le cours d'eau (Germaine et Lespez, 2014).

Malgré des conséquences écologiques reconnues d'emblée, l'aménagement hydroélectrique de la Sélune emporte globalement l'adhésion des communautés locales et ses progrès sont couverts par la presse régionale. À partir des années 1990, la montée en puissance des politiques de gestion de l'eau puis des milieux aquatiques tant à l'échelle nationale qu'europpéenne, et la prise de conscience locale d'un certain nombre de problèmes, en particulier la dégradation de la qualité de l'eau, ont cependant conduit à la décision de supprimer ces ouvrages, finalement annoncée fin 2009.

2.2 La presse, empreinte et matrice des représentations relatives aux barrages

Comme la radio et la télévision, la presse constitue un vecteur de l'information locale, mobilisable pour appréhender les problèmes socio-environnementaux (Comby, 2015). En effet, nombre d'acteurs locaux – élus, gestionnaires, associations – s'y font entendre et y relaient les principaux éléments de l'agenda politique (McCombs et Shaw, 1972). L'accès à cette information est direct, c'est-à-dire sans le filtre de la mémoire dont il importe de tenir compte lors des campagnes d'entretiens. Les journaux se présentent ainsi comme une empreinte des représentations tenues à l'égard du cadre de vie et de sa gestion. De plus, les articles publiés par la presse donnent à penser. Ceux qui y prennent la plume cherchent non seulement à médiatiser des informations mais aussi bien souvent à influencer les représentations et les pratiques des lecteurs. L'ordre du jour médiatique oriente également l'agenda politique (Brun et Hague, 2016). Tout à la fois empreinte et matrice, la presse propose à son lectorat une vision synthétique du territoire couvert, des questions débattues, des pratiques et des représentations à caractère environnemental. C'est une fenêtre ouverte sur les relations que les communautés locales nouent avec leur environnement.

Le discours de presse présente certaines particularités (Lester, 2010 ; Charau-deau, 2011) ; quelques-unes font son intérêt pour la recherche, d'autres invitent l'interprète à la méfiance et à la prise de recul (Le Lay et Rivière-Honegger, 2009 ; Comby, 2015). Insérés dans un système de forte concurrence, les journaux cherchent à séduire un lectorat aussi large que possible en lui proposant toute l'information disponible. Aspirant à l'exhaustivité, la presse parle de (presque) tout, pourvu ce soit *newsworthy*⁹. Mieux, en quête de diversité, la presse s'efforce de tout dire sur tout ; elle relaie les différents points de vue développés à l'égard des questions couvertes. Troisièmement, les journalistes s'assurent de publier des articles à jour. Cet effort d'actualisation les conduit à tout dire sur tout dès que possible. En revanche, trois autres dimensions affectent la qualité du contenu médiatique (Chartier, 2003). Pour ne pas ennuyer le lecteur et l'inciter à acheter,

9 *Newsworthiness* désigne ce qui mérite de faire l'actualité.

le récit médiatique est sujet à la dramatisation de l'information (consolidant ainsi sa *newsworthiness*). De plus, l'écriture des journalistes reste contrainte par le format des articles publiés et les normes de la presse « papier » et soumet ainsi l'information à une forme d'uniformisation. Enfin, le contenu des articles est sujet à divers filtres, notamment ceux des interviewés, des journalistes, du rédacteur en chef voire du groupe propriétaire (Comby, 2015).

L'enquête porte sur deux journaux, un titre de la presse quotidienne régionale (*Ouest-France*) et un hebdomadaire (*La Gazette de la Manche*). Prenant la suite de *L'Ouest-Éclair* en 1944, *Ouest-France* est le premier quotidien régional français en termes de diffusion depuis 1975 (Delorme, 2004). Édité à Rennes, il est vendu dans les régions de l'Ouest de la France. Trois éditions couvrent le département de la Manche (Cherbourg, Saint-Lô – Coutances, Sud Manche) où le journal est tiré à 33 000 exemplaires. Fondée en 1947, *La Gazette de la Manche* est un hebdomadaire, basé à Saint-Hilaire-du-Harcouët. Sa diffusion est en baisse, il est passé sous la barre des 10 000 exemplaires depuis 2009. Paraissant le mercredi, il rayonne sur le Sud de la Manche.

L'accessibilité à la production des périodiques s'avère particulièrement inégale (Comby *et al.*, 2012). Pour collecter les articles portant sur les barrages et les lacs de la Sélune, il importe donc d'adapter les protocoles aux différentes formes de mise à disposition des articles. Ceux publiés par *Ouest-France* ont été prospectés en utilisant *Europresse*, une base de données de presse qui rassemble plus de 1 500 titres. Les requêtes y ont été effectuées au moyen de quelques mots-clés, tels « barrage » et « Sélune ». *La Gazette de la Manche* a été explorée au moyen d'une revue de presse réalisée au sein du Syndicat Mixte du Bassin de la Sélune. Dans un premier temps, chaque article a été numérisé dans un format « image ». Puis l'intégralité des articles numérisés a fait l'objet d'une reconnaissance optique des caractères (ou ocrisation) pour convertir les images en fichiers « texte ».

L'ensemble des fichiers « texte » des articles retenus constitue un corpus respectant les critères de contrastivité, de diachronicité, de pertinence et d'homogénéité (Comby *et al.*, 2016) sur la thématique des barrages de retenue. Les premiers articles évoquant l'arrivée à échéance des concessions accordées à EDF et l'avenir des barrages datent de 2001, c'est-à-dire au lendemain de la directive-cadre européenne sur l'eau. Tous les articles relatifs à ces ouvrages hydrauliques et publiés de début 2001 à fin 2015 ont été récupérés. L'état des lieux du Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de la Sélune ayant été validé fin 2001, l'ensemble des articles traitant des débats liés à l'élaboration du diagnostic mais surtout au choix des scénarios devant conduire à la définition d'une stratégie pour la gestion de l'eau a été intégré dans la base de données. Pour documenter les analyses, le corpus textuel s'accompagne d'une table des métadonnées structurée de la façon suivante : les articles (en lignes) sont caractérisés au moyen d'une série de variables (en colonnes), notamment un identifiant, le nom du journal, l'année de publication, le mois, la saison et l'auteur. Les modalités de ces variables peuvent être mobilisées au moment de l'analyse du corpus.

Le sous-corpus *Ouest-France* compte 301 articles et celui de *La Gazette de la Manche* 214 articles. Ainsi, au total, la base de données réunit actuellement 515 articles. Ces derniers se répartissent équitablement au fil des saisons même si l'hiver est surreprésenté en raison du traitement de plusieurs épisodes d'inondation, tandis que la distribution annuelle fait apparaître une forte discontinuité (fig. 2). Les auteurs de la grande majorité des articles restent anonymes. Le vocable de journaliste cache une diversité de situations (Le Lay et Rivière-Honegger, 2009). Si les journaux s'appuient sur le travail d'un petit nombre de journalistes professionnels, ils sollicitent également de nombreux correspondants locaux. Concernant le corpus étudié, seuls une dizaine d'auteurs signent les articles de leur nom dans *Ouest-France*, sept dans *La Gazette de la Manche*.

2.3 La textométrie et l'administration de la preuve

La textométrie assiste l'analyste dans son effort pour se familiariser avec les sources et contribue à consolider sa stratégie d'administration de la preuve (Prost, 1996). C'est pourquoi les corpus ont été importés dans la plateforme modulaire et *open-source* appelée *TXM* (Heiden *et al.*, 2010) qui propose des fonctionnalités textométriques. L'import des sources – un répertoire contenant des textes bruts des articles et leur table de métadonnées – implique des opérations de formation des unités lexicales (*tokenization*) et d'identification des limites de phrases. Pour réduire la taille de son lexique et simplifier ainsi les analyses ultérieures, le corpus a été lemmatisé : la lemmatisation consiste à remplacer chaque mot par sa forme canonique (entrée du dictionnaire). Une fois l'import effectué, la plateforme propose des outils pour structurer le corpus sous différents angles (sous-corpus, partitions) et observer méthodiquement les mots et constructions employés dans des concordances, des index ou des lexiques. *TXM* permet aussi d'analyser les cooccurrences, les spécificités, les progressions, et de réaliser des classifications et des analyses multivariées (Lebart *et al.*, 1998).

D'autre part, les corpus ont été importés dans le logiciel *open-source IRaMu-TeQ* (Loubère et Ratinaud, 2013). Dans cette perspective, le corpus a d'abord été découpé en segments de texte, qui ont ensuite fait l'objet d'une classification descendante hiérarchique (CDH). Cette dernière permet de dégager les principaux mondes lexicaux du corpus (Comby, 2015).

Ces deux logiciels proposent ainsi des outils complémentaires qui ont été utilisés pour explorer plus intimement le corpus, obtenir des indicateurs statistiques et produire des graphiques. Une telle approche quantitative ne pousse pas le chercheur à renoncer au contact direct avec son corpus. Bien au contraire, la nouvelle offre logicielle respecte le texte intégral et invite l'analyste à y retourner sans cesse. Loin de s'exclure, les approches qualitative et quantitative trouvent ici un support renforçant leurs atouts respectifs. Aussi cet article recourt-il à

quelques extractions de citations qui rendent les analyses et les interprétations plus concrètes¹⁰.

3 Un débat public au filtre de la presse

La presse contribue à l'animation du débat public en relayant les points de vue des soutiens au projet de démantèlement (notamment l'association des Amis de la Sélune et les fédérations de pêche) et ceux des opposants (surtout l'association des Amis du Barrage).

3.1 Les hauts et les bas d'une carrière : histoire sans fin d'un conflit

Loin de ressembler à une classique courbe en cloche, l'évolution annuelle du nombre d'articles publiés dans les deux journaux est marquée par plusieurs pics (fig. 2). Certes les deux barrages de la Sélune commencent à intéresser sensiblement les journaux en 2004, quand les membres de la Commission locale de l'eau (CLE) échangent autour de quelques scénarios, certains reposant sur le maintien des ouvrages et d'autres sur leur démantèlement. Mais c'est l'annonce de Chantal Jouanno (secrétaire d'État chargée de l'Écologie), en faveur de la destruction des barrages, qui provoque la publication de nombreux articles en 2009 et suscite un débat public. Le pic de 2012 s'explique par de nouvelles interventions politiques : l'État confirme la décision de démantèlement des barrages et le préfet notifie l'arrêt de leur exploitation. En 2014, les journaux couvrent l'enquête d'utilité publique et la venue de Ségolène Royal (Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie) qui annonce de nouvelles études et expertises, prolongeant encore la carrière du conflit. En 2015, plusieurs articles commentent les rapports d'expertise et décrivent l'organisation d'une consultation populaire par les opposants à l'arasement : ils sont plus nombreux dans *La Gazette*.

Le tableau 2 récapitule les principales dates mentionnées dans les journaux. Plusieurs articles font référence à l'histoire du barrage, de sa construction à son potentiel démantèlement. Cet effort diachronique aide les lecteurs à mettre en perspective les prises de position actuelles. En particulier, il est rappelé à plusieurs reprises que l'obligation d'assurer la libre circulation des poissons migrateurs remonte au classement de la Sélune par décret en 1924. Ce dernier impose l'équipement des deux barrages de dispositifs permettant la montaison et la dévalaison des poissons. Cette obligation est réaffirmée par un arrêté en 1986 qui fixe un délai de cinq ans à l'exploitant pour rétablir le franchissement. En revanche, la directive-cadre sur l'eau n'est que rarement mentionnée dans les articles alors qu'elle est étroitement associée à l'affirmation des principes de restauration écologique.

¹⁰ Par commodité, la référence aux journaux a été abrégée : OF pour *Ouest-France* et LG pour *La Gazette de la Manche*.

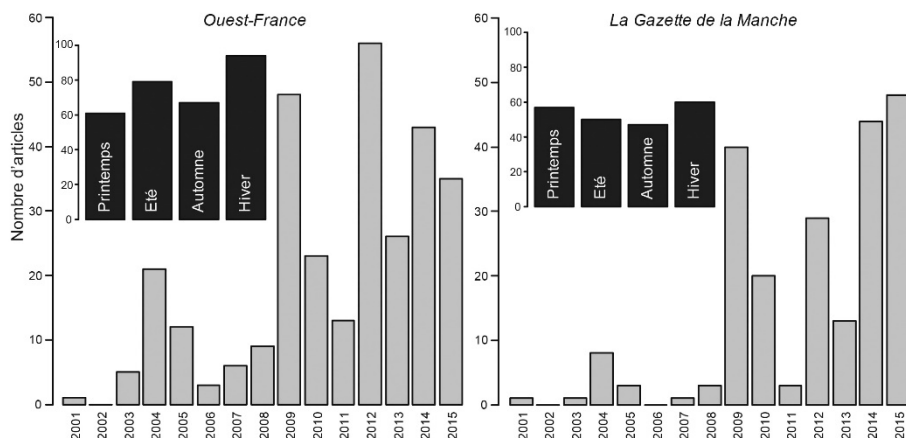


Fig. 2 Répartition annuelle et saisonnière des deux corpus de presse : *Ouest-France* ($n = 301$) et *La Gazette de la Manche* ($n = 214$).

Annual and seasonal distributions of articles published in Ouest-France ($n = 301$) and La Gazette de la Manche ($n = 214$).

La répartition annuelle des articles relatifs à ce débat public est ainsi marquée par sa durée relativement longue et rythmée par les (in) décisions politiques (fig. 2, tab. 2). Bien avant l'annonce de 2009, les fédérations de pêche ont saisi à plusieurs reprises la justice pour faire appliquer l'obligation de libre circulation des poissons le long de la Sélune : leur demande est d'abord rejetée par le préfet de la Manche en 2006 puis par le tribunal administratif de Caen en 2009, et ce n'est qu'en 2010 que la cour administrative d'appel de Nantes met en demeure EDF de garantir la continuité d'ici 2013. Les services de l'État quant à eux – bien qu'interrogés par EDF qui a déposé une demande de renouvellement de concession en 2005 – tardent à se prononcer : le préfet de la Manche « a finalement réservé sa réponse sur le sort des deux barrages hydroélectriques » (OF, 17 décembre 2005). Il faut attendre 2012 pour que le préfet notifie l'arrêt de l'exploitation des deux barrages de la Sélune. Dans ces conditions, le doute s'installe. Celui-là est tout particulièrement ravivé par la visite de la Ministre Ségolène Royal en décembre 2014 qui programme de nouvelles études quelques semaines après les avis favorables de l'autorité environnementale et de l'enquête publique.

Le modèle de Downs (1972) a souvent été mobilisé (et critiqué) pour interpréter la trajectoire des préoccupations environnementales (Comby, 2015). Il consiste en un modèle temporel du discours de crise qui s'organise en cinq étapes : (1) l'étape pré-problématique représente l'amorçage de la curiosité médiatique ; (2) la prise de conscience brutale et l'inquiétude du public quant aux conséquences négatives d'un problème particulier s'accompagnent d'un enthousiasme euphorique pour résoudre le problème dans les meilleurs délais ; (3) la prise de conscience du coût qu'impliquerait la résolution du problème ;

Tab. 2 Les grandes dates des barrages de la Sélune évoquées dans les articles d'*Ouest-France* et de *La Gazette de la Manche* (2001-2015).

Key dates related to dams and mentioned in the articles of Ouest-France and La Gazette de la Manche (2001-2015).

1916-1918	Construction du barrage de La Roche-qui-Boit (Albert Caquot).
1919	Mise en eau par la Société des forces motrices de la Sélune.
1924	Classement de la Sélune définissant l'obligation d'assurer la libre circulation des poissons.
1929-1932	Construction du barrage de Vezins (Albert Caquot).
Février 1932	Mise en eau du barrage de Vezins.
1986	Confirmation du classement de la Sélune et donc de l'obligation de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs.
03/01/1991	Expiration du délai de cinq ans permettant à EDF d'exploiter le site malgré l'arrêté de 1986.
16/04/1993	La vidange décennale provoque une catastrophe écologique et socio-économique.
1996	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie.
Fin 1996	EDF demande le renouvellement de la concession du barrage de Vezins après 2007.
2000	Directive-cadre européenne sur l'eau
2003	Vérification décennale des parties immergées du barrage de Vezins.
juillet 2004	Malgré deux votes, la commission locale de l'eau (CLE) ne prend aucune décision concernant les scénarios établis.
Janvier 2005	EDF dépose un dossier de demande de renouvellement de concession auprès du préfet.
Juin 2005	La CLE du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) recommande de mettre fin en 2013 à la concession d'exploitation accordée à EDF.
Janvier 2006	Le Préfet de la Manche rejette la mise en demeure faite à EDF (par l'Union régionale des fédérations de pêche de Bretagne - Basse-Normandie - Pays de la Loire) d'équiper les barrages de dispositifs permettant d'assurer la libre circulation des poissons migrateurs sur la Sélune.
2006	Demande de classement du barrage de Vezins déposée auprès de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).
2006	Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA).
2007	Approbation du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).
2008	Suite au Grenelle de l'environnement, l'État ne renouvelle pas la concession à EDF, mais EDF continue l'exploitation sous le régime des délais glissants.
11/02/2009	Le tribunal administratif de Caen rejette la demande de l'Union des pêcheurs.
13/11/2009	Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'Écologie, annonce la destruction des barrages, à l'occasion du lancement du Plan national de restauration de la continuité écologique.
2010	Inscription de la Sélune en Zone d'action prioritaire pour le rétablissement de la transparence migratoire dans le Plan de gestion anguille français.
26/11/2010	Mise en demeure d'EDF par jugement de la Cour administrative d'appel de Nantes de garantir le franchissement des poissons migrateurs d'ici à fin 2013.
Février 2012	Confirmation de la décision de démantèlement.

Tab. 2 (suite)

03/07/2012	Notification par le Préfet de l'arrêt de l'exploitation des deux barrages sur la Sélune.
Avril 2014	L'Autorité environnementale rend un avis positif à la destruction des deux barrages.
15/09-17/10/2014	Enquête d'utilité publique
Décembre 2014	Visite sur la Sélune de Ségolène Royal qui annonce de nouvelles études et expertises.
03/06/2015	Ségolène Royal suggère un référendum local
06/11-11/11/2015	Consultation populaire sur le projet de démantèlement
2016	Vidange annoncée.

(4) le déclin progressif de l'intensité de l'intérêt public traduit le découragement, l'ennui ou l'angoisse inhérente à la réflexion sur le risque ; et (5) l'étape post-problématique révèle que d'autres questions ont pris le relais de la crise socio-environnementale dans le débat public, même si des institutions, des politiques et des programmes s'efforcent désormais de la gérer.

Ce modèle se révèle inopérant pour rendre compte de la trajectoire du conflit relatif à la déconstruction des barrages de la Sélune. Les journalistes ont volontiers suivi l'émergence et le développement de ce problème public mais sa carrière n'a de cesse de se prolonger. La parution des articles dessine des soubresauts multiples : ces derniers révèlent le passage du projet d'une arène à une autre ou son abandon seulement temporaire. Le devenir des barrages est en effet d'abord discuté localement au sein de la CLE qui, à la demande de l'État, émet un avis en faveur d'un démantèlement en 2004 ; mais ce n'est qu'après une phase d'interruption de quatre ans que le gouvernement annonce (fin 2009) le non-renouvellement de concession, à l'issue du Grenelle de l'environnement, alors que le projet n'était plus d'actualité. Démarre ensuite une longue période de concertation et d'études visant à préparer l'opération technique mais aussi la reconversion de la vallée, sans que beaucoup d'informations ne circulent sur ce processus (Germaine et Lespez, 2014). Entre-temps ainsi qu'en 2010 et en 2011, l'opération d'effacement des barrages de la Sélune n'apparaît dans les médias qu'à l'occasion des événements qu'organisent les opposants du projet de démantèlement ou lors des communiqués de presse et des actions juridiques des partisans, ce qui nourrit un bruit de fond prolongeant le traitement médiatique de l'opération. Le corpus révèle également le recours des parties prenantes à divers registres d'action qui consistent notamment en une succession d'engagements politiques, de poursuites judiciaires et de décisions administratives, tous marqués par des délais, des retards, des remises en questions, des incertitudes.

3.2 Une polyphonie dialogique : les barrages de la discorde

Les barrages de la Manche donnent lieu à plusieurs points de vue qui s'interpellent et se répondent en une polyphonie dialogique (Todorov, 1981). Les discours

alimentant la controverse sont structurés autour de six mondes lexicaux (fig. 3). Les classes 1, 6 et 4 insistent sur les relations étroites que certains acteurs entretiennent avec le fleuve et plus particulièrement sur ses valeurs récréative, écologique et productive. En revanche, les trois autres classes soulignent davantage les liens que les acteurs nouent entre eux. En parallèle, l'extraction des toponymes permet de relever les lieux emblématiques de la controverse (fig. 1a) : les espaces inondables (à Saint-Hilaire, à Ducey et à Poilley), les zones récréatives (avec une focalisation sur la Mazure), les portions vues comme polluées, les territoires de pêche... Cette spatialisation gagne aussi à être lue en creux : certains espaces ne semblent pas contribuer à la controverse, ce qui ne signifie pas que leurs habitants ne se sont pas positionnés à l'égard de la décision politique.

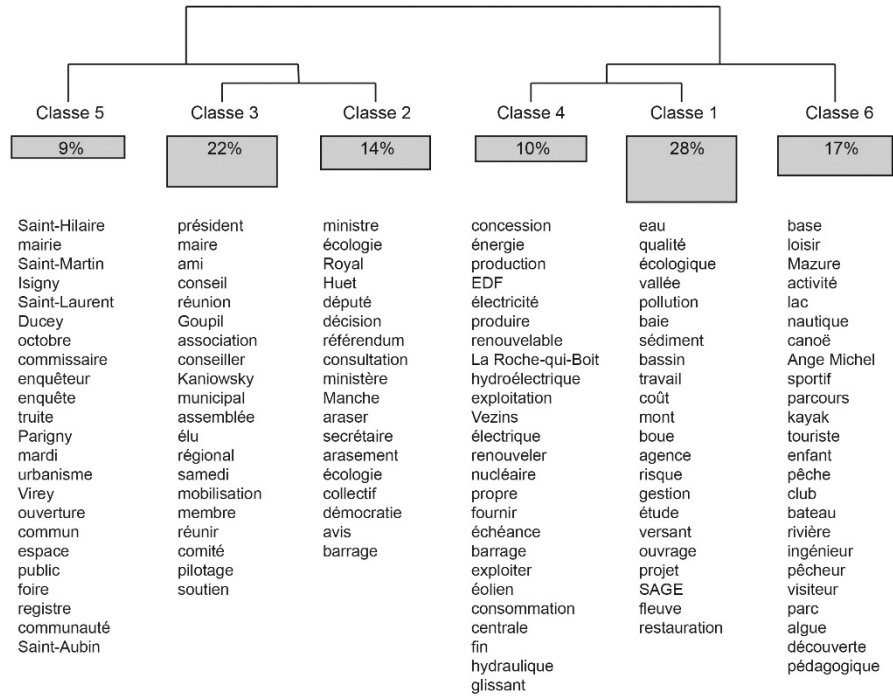


Fig. 3 Les principaux mondes lexicaux du débat public (classification descendante hiérarchique).

The main lexical worlds of public debate (descending hierarchical classification).

Réunissant 28 % des segments de texte, la classe 1 se focalise sur l'état écologique de la Sélune et plus particulièrement sur la qualité de la ressource hydrique. Les tenants de l'effacement promeuvent plus spécifiquement le rétablissement de la continuité hydraulique, sédimentaire et biologique de la Sélune. Les barrages entravent la circulation des poissons migrateurs (saumon, truite de mer, lamproies

marine et fluviatile, anguille et alose). Or l'installation d'une échelle à poissons semble vaine : « aucun dispositif ne peut être mis en place pour faire descendre les juvéniles » (OF, 29/04/2009). Selon C. Jouanno, le barrage de Vezins présente une « impossibilité avérée d'aménager la montaison et la dévalaison des poissons migrateurs, notamment des saumons pour lesquels la Sélune est classée » (LG, 15/12/2010). Les juvéniles seraient dévorés par les carnassiers des lacs lors de leur descente du cours d'eau. Il n'existe donc aucune alternative technique pour respecter la réglementation et rétablir la libre circulation des poissons. De plus, parmi les enjeux du projet de déconstruction des ouvrages, « la restauration de la qualité et de la quantité des eaux de la Sélune » (OF, 26/04/2004) est d'abord mise en avant. Le rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel a encore accru l'attention portée à la qualité des eaux qui se déversent dans la baie dont la renommée, l'attractivité et la qualité écologique alimentent tous les argumentaires (fig. 1a). Les uns justifient le maintien des barrages qui retiennent la pollution et empêchent ainsi de dégrader cette zone humide majeure. Les autres considèrent la proximité de cet espace emblématique comme une raison de mener une opération exemplaire sur le plan écologique et dénoncent à ce titre la stagnation de l'eau derrière les barrages : à la faveur de l'ensoleillement, de l'élévation de la température de l'eau et de la concentration en nutriments, le développement de cyanobactéries – des algues bleu-vert microscopiques – pose des problèmes de santé publique qui ont motivé à plusieurs reprises l'interdiction de la pêche, de la baignade et des activités nautiques. Malgré la signature d'un SAGE en décembre 2007, ces deux types d'argumentaire peinent à penser la gestion de l'eau et des écosystèmes aquatiques à l'échelle du bassin versant. Seuls les barrages semblent y jouer un rôle majeur (soit comme facteur aggravant pour les promoteurs de l'arasement, soit comme décanteurs salutaires pour la baie du Mont-Saint-Michel aux yeux des opposants), tandis que les sources des contaminants responsables de ces *blooms* algaux ne sont que rarement évoquées. La répartition des lieux cités dans les articles (fig. 1a) montre qu'il n'est que très peu fait mention des activités développées dans la partie amont du bassin. En revanche, nombreuses sont les références à d'anciens rejets industriels dans un affluent de rive droite, l'Yvrande : ils ont pollué les sédiments en arsenic et en métaux lourds. C'est pourquoi la remobilisation des dépôts alluviaux en cas de vidange des lacs ou de démolition des barrages inquiète des usagers de la Sélune et de la baie du Mont-Saint-Michel. La dernière vidange, en 1993, a laissé un souvenir si désastreux qu'EDF n'a pas renouvelé l'exercice depuis ; seul un contrôle des parties immergées a été effectué en 2003. L'État a commandé des études pour apaiser ces craintes et proposer des solutions techniques, mais le traitement des boues toxiques accumulées suscite des doutes en termes de conséquences environnementales, de faisabilité technique et de coûts des travaux.

La classe 6, qui regroupe 17 % des segments de texte, s'organise autour des activités récréatives et sportives liées aux lacs de retenue. On y pêche, on s'y baigne, on y navigue en canoë et en kayak, on s'y promène, on y réside... Chaque année, les journaux couvrent la nouvelle édition de la Randonnée des lacs ou

du challenge de pêche aux leurres. Surtout, trois espaces aménagés voient leur vocation récréative compromise par le projet de démolition, à savoir la base de loisirs de la Mazure (à Isigny-le-Buat) en rive droite de la Sélune, le parc d'attractions de l'Ange Michel (à Saint-Martin-de-Landelles) et le village de dix-neuf gîtes communaux du Bel-Orient (à Saint-Laurent-de-Terregatte) en rive gauche. Dès 2001, la question de leur pérennité est posée. L'avenir de la Mazure, créée en 1989 par les collectivités locales, inquiète plus particulièrement. En 2009, vingt-huit salariés y travaillent de mars à novembre, treize le reste de l'année. Des investissements importants y ont été consentis : la nouvelle structure est inaugurée la semaine même où la destruction des barrages est annoncée. Or les activités nautiques attirent les écoles ; l'équipe de France de kayak polo s'entraîne sur le site ; des compétitions sportives devaient y être organisées. Le maintien des activités nautiques est particulièrement discuté : le niveau d'eau sera-t-il suffisant pour pratiquer le kayak ou bien faut-il prévoir la construction d'un plan d'eau de substitution ? La reconversion de la base de loisirs constitue une des questions clefs du débat. « *A la Mazure, 90 % de l'activité est basée sur l'eau* » (LG, 28/04/2010). La Mazure devient donc un lieu emblématique de la controverse. Le préfet y organise une réunion de travail avec les élus locaux (juillet 2009), le président de la Commission locale de l'eau (CLE) y réunit les riverains pour expliciter et défendre le projet de démantèlement (décembre 2009), la nouvelle préfète y préside une réunion du comité local d'information des barrages de la Sélune (février 2014), la Ministre de l'Écologie y rencontre les tenants du projet d'effacement des barrages ainsi que leurs opposants. C'est donc à la Mazure qu'il faut se rendre, comme si les mots y pèsent plus lourd et se font mieux entendre.

Dans la classe 4 (10 % des segments de texte), l'activité d'EDF est mise en avant. Les paysages fluviaux de la Sélune sont marqués par la présence des barrages hydrauliques de La Roche-qui-Boit et de Vezins et des centrales électriques qui les accompagnent. L'aménagement de ces ouvrages transversaux a été consenti pour produire de l'électricité. Les défenseurs des barrages ne manquent pas de comparer les différentes sources d'énergie et rappellent la contribution de l'énergie hydroélectrique au bouquet énergétique de la Manche, aux côtés notamment de la centrale de Flamanville ou des parcs éoliens. « Techniquement, une centrale hydroélectrique offre une très grande souplesse d'adaptation. Elle peut répondre à une subite demande de consommation en quelques minutes » (LG, 11/06/2003). Dans le sillon des discours promouvant le développement durable, l'hydroélectricité est présentée comme renouvelable et propre. Or la concession accordée à EDF arrive à terme. Tout éventuel renouvellement dépend de la mise en œuvre ou non du projet de restauration de la Sélune. L'opérateur peut néanmoins continuer à exploiter les ouvrages dans le cadre des délais dits glissants, jusqu'à ce que le préfet notifie l'arrêt de l'exploitation, en 2012.

Forte de 22 % des segments de texte, la classe 3 complète la description de la mobilisation sociale que provoque le projet de démantèlement. L'opposition se structure en investissant l'association des Amis du Barrage (créée en 1993 pour soutenir le tourisme lacustre). Ils mènent de nombreuses actions que couvre

la presse régionale. À partir de janvier 2008, ils organisent des manifestations qui prennent la forme de réunions publiques, de rassemblements, de défilés ou marches silencieuses ; des opérations escargot ralentissent le trafic sur les routes à proximité du Mont-Saint-Michel. A ces occasions, des tracts sont distribués et des signatures sont recueillies pour appuyer une pétition. Les cloches des églises sonnent parfois le glas. Des panneaux sont posés sur les routes du Sud Manche, notamment à proximité des barrages, des ponts et des lacs de retenue. Les militants se font également entendre lors d'événements festifs aussi divers que la fête de l'eau, des compétitions sportives, le Téléthon ou la commémoration des 80 ans des barrages. Pour consolider et crédibiliser leur argumentaire, ils recourent à des ingénieurs et à des techniciens susceptibles de concevoir un contre-projet et de convaincre un éventuel repreneur des installations hydroélectriques. De nombreux élus locaux sont à la tribune lors des assemblées générales organisées par l'association.

La deuxième classe (14 % des segments de texte) révèle les relations entre l'État et l'échelon local. La position de l'État – exprimée lors de l'annonce de C. Jouanno en novembre 2009, de la confirmation de la décision de démantèlement en février 2012 ou de la notification préfectorale de l'arrêté d'exploitation en juillet 2012 – est parfois considérée comme extérieure au bassin versant. Certes cette position est relayée par l'association des Amis de la Sélune, un collectif réunissant une cinquantaine d'associations locales et internationales ; mais une partie des communautés riveraines subit la décision de déconstruire les barrages et regrette l'exercice de « l'écologie d'en haut » (OF, 16/02/2012). Les discours caricaturaux se développent sur le thème récurrent des relations compliquées entre Paris et la province : « les maires du coin » s'affirment contre « les gens de Paris » (OF, 16/02/2012) et dénoncent « un véritable diktat technocratique et parisien » (OF, 13/12/2011). Étant donné que le projet d'effacement des barrages de la Sélune présente des enjeux d'envergure nationale et internationale, un sentiment de dépossession incite des riverains à poser la question de la gouvernance et de la démocratie locale. Ils actionnent des relais politiques pour éviter le confinement de leur mobilisation sociale. Par exemple, plusieurs conseils municipaux votent une motion contre le projet de démantèlement. Des lettres sont rédigées à l'intention du Président de la République, du Premier Ministre et des Ministres. Conscients que la décision leur échappe, des élus prennent des rendez-vous au ministère. En janvier 2013 (soit après le changement de majorité présidentielle), au cours d'une séance de questions au gouvernement, le député du Sud-Manche interpelle la Ministre de l'Écologie à l'Assemblée nationale. Suite à une seconde intervention en février 2015, la nouvelle Ministre de l'Écologie, sensible à cette demande de transparence, cherche alors à renouer avec les collectivités locales et les habitants. Elle suggère hâtivement l'organisation d'un référendum local, mais ne se trouve pas en capacité de l'organiser, l'effacement des barrages de la Sélune dépassant les compétences des collectivités locales.

Une dernière classe, la classe 5, réunit 9 % des segments de texte. Elle montre comment la population locale se saisit des outils mis à sa disposition

pour s'exprimer au sujet du projet de démantèlement. Les journaux décrivent notamment les modalités de participation à l'enquête d'utilité publique qui se déroule du 15 septembre au 17 octobre 2014, dans les onze communes riveraines des barrages mais aussi via la participation d'internautes s'exprimant par mail¹¹. Les articles décrivent le contenu du dossier d'enquête disponible en mairie et annoncent les réunions publiques. Cette enquête aborde notamment la question de l'évaluation des risques et la compatibilité du projet avec les plans locaux d'urbanisme. Plus récemment, les Amis du Barrage reprennent à leur compte l'idée de la Ministre de l'Écologie et mettent en place une consultation populaire du 6 septembre au 11 novembre 2015. Près de 150 urnes sont disposées dans les commerces du Sud-Manche ; des postes de consultation sont installés à la foire Saint-Martin, à Saint-Hilaire-du-Harcouët (LG, 25/11/2015). Il s'agit de répondre à la question suivante : « Êtes-vous pour la destruction des barrages ? Oui ou non ? » (LG, 02/12/2015). La presse relaye que 98 % des 19 276 participants ont voté contre le projet de destruction des barrages de la Sélune et les responsables de l'association des Amis du Barrage annoncent qu'ils vont remettre les urnes à la Ministre de l'Écologie.

3.3 *Territoire et acceptation sociale*

La presse régionale propose une vision synoptique du territoire. Les journalistes spatialisent les thématiques en insistant sur l'échelon local. Le débat étant public, les conséquences territoriales de la décision ne manquent pas d'être envisagées. L'analyse des articles fait ressortir le poids et l'évolution dans le temps des différents enjeux (fig. 4a).

La pêche domine très nettement le corpus durant toute la période étudiée (fig. 4a). La remontée des poissons migrateurs, tout spécialement du saumon, occupe en effet le devant de la scène. Si elle offre de nouvelles perspectives en matière halieutique, la suppression des barrages induit aussi un bouleversement de l'offre de pêche de loisirs. Les débats qui animent le monde de la pêche sont largement relayés par la presse. L'association « La Ducéenne », en aval des barrages, soutient les Amis de la Sélune et le projet de démantèlement et rivalise avec l'association « La Truite saint-hilairienne », en amont sur les lacs, qui appuie la position des Amis du Barrage. Cette opposition traduit divers contrastes entre l'amont et l'aval du fleuve, entre les pêches en lac et en eau courante, et entre des pêcheurs tantôt populaires tantôt élitistes. L'accès au fleuve côtier (ou aux lacs) occupe une place importante dans la controverse : la promotion de la pêche au saumon en cas d'effacement fait craindre aux pêcheurs locaux une augmentation des tarifs des cartes de pêche et un accaparement du fleuve par des

11 La coexistence de ces deux modes de participation à l'enquête publique a renforcé le sentiment de dépossession ressenti localement. Si les registres renseignés sur place par les habitants témoignent d'une position plutôt réticente à l'égard de l'arasement, les mails qui peuvent avoir été rédigés loin de la Manche s'y montrent plus souvent favorables, ce qui pose la question des périmètres légitimes de consultation des populations au sujet des projets dont la lecture varie d'une échelle à l'autre.

pêcheurs extérieurs, tandis que les pêcheurs de l'aval dénoncent la privatisation des bords des lacs par les propriétaires de cabanons (Germaine *et al.*, 2016). Les pêcheurs eux-mêmes s'opposent donc sur la question du retour des saumons et l'opportunité de vanter la Sélune comme destination de pêche : « C'est la France du saumon contre la France du gardon » (OF, 16/02/2012). La pêche est aussi mise en avant par les promoteurs de l'arasement qui utilisent l'augmentation attendue du stock de saumons comme un argument pour porter un nouveau projet de développement de la vallée (bien que les acteurs de la pêche ne se soient pas emparés de l'organisation d'une telle offre). Il s'agit de mettre en avant un projet touristique et économique garantissant la reconversion de la vallée. Ce positionnement est ancien puisque dès 2004, les évaluations économiques liées à la pêche au saumon figurent parmi les études réalisées pour aider la Commission locale de l'eau à définir le devenir des barrages. La montée en puissance de la pêche dans le corpus à partir de 2010 correspond aussi à la création des Amis de la Sélune dont la communication se focalise sur l'espèce emblématique que constitue le saumon au détriment des autres dimensions du projet de restauration.

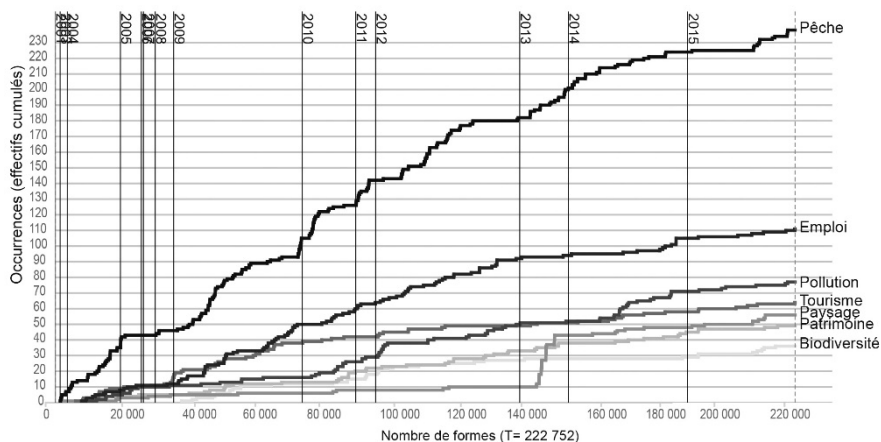
Ces retombées supposées sont d'ailleurs mises en balance avec l'emploi local qui s'affirme comme le second élément très discuté depuis la fin des années 2000 (fig. 4a). En 2009, C. Jouanno a d'ailleurs insisté sur les objectifs de cette opération qui devait être « exemplaire et constitu[ait] un véritable plan de mise en valeur de la vallée, avec une dimension liée aux emplois ». Une partie de l'économie locale recourt aux lacs. Les barrages apportaient « via la taxe professionnelle des rentrées financières conséquentes aux collectivités concernées » (OF, 06/12/2005). De plus, trois emplois directs et indirects sont liés à EDF. Toutefois, l'emploi dépend surtout du tourisme, ou plus exactement des activités récréatives : vingt-huit aux activités nautiques du centre de loisirs de la Mazure, à Isigny-le-Buat, ainsi que six permanents et vingt-huit saisonniers aux activités de loisirs du parc d'attractions de l'Ange Michel, à Saint-Martin-de-Landelles¹². Le comité départemental du tourisme évoque même un total de 800 emplois induits autour des lacs en saison estivale¹³ (LG, 16/12/2009). Aussi les défenseurs des barrages brandissent-ils le spectre du territoire en voie de déshérence : « La région ne doit pas devenir un désert industriel ou un désert de l'emploi » (OF, 14/12/2009).

Les acteurs favorables au maintien des ouvrages transversaux rappellent par ailleurs leur multifonctionnalité en mettant de différentes façons l'accent sur leur rôle écologique (fig. 4a). D'abord, les barrages retiennent une quantité importante de sédiments pollués ; sans cette rétention, « une pollution multiforme (industrielle, agricole, urbaine) infestera la baie du Mont-Saint-Michel » (OF,

12 Ces chiffres sont régulièrement empruntés au cabinet Etheis Conseil qui a produit en 2013 un « schéma de développement durable de la vallée de la Sélune/Diagnostic et plan d'action », pour la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de la Manche.

13 Ce nombre d'emplois révèle davantage l'attractivité de la Baie et du Mont Saint-Michel que celle des lacs de barrage. Mais les journalistes le reprennent sans véritable recul critique : il apparaît à douze reprises dans le corpus d'articles.

a) Les principaux enjeux liés aux barrages de la Sélune



b) De la démolition : le choix des mots

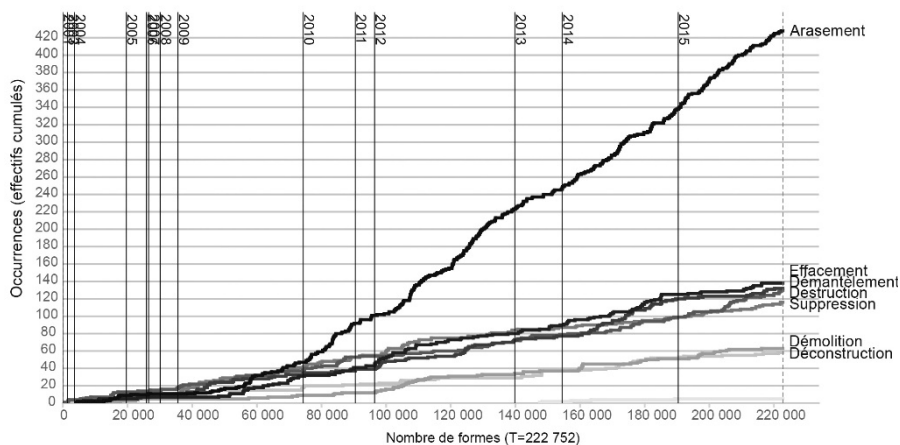


Fig. 4 Graphiques des progressions réalisés à partir de termes évoquant les enjeux et la démolition des barrages de la Sélune.

Occurrences of terms related to the issues concerning dam demolition on the River Sélune.

04/11/2013). Trois autres fonctions soulignent également l'intérêt de conserver les barrages vis-à-vis de l'environnement. La production d'électricité permettrait d'alimenter une commune de 15 000 habitants, soit presque la population de l'aire urbaine d'Avranches (LG, 24/12/2008). Or les énergies renouvelables gagnent à être valorisées dans un département particulièrement nucléarisé (LG, 29/07/2015). De même, à tort ou à raison, la fonction de régulation des crues est régulièrement évoquée, notamment à l'égard des communes de Ducey et

de Poilley situées à l'aval des barrages (OF, 03/04/2006). Enfin, à l'heure du changement climatique, les barrages réservoirs constituent une réserve d'eau douce de 20 millions de mètres cubes, qui pourrait s'avérer utile en période d'étiage, y compris pour l'alimentation du syndicat d'eau potable Avranches Sud (OF, 22/05/2004).

Les barrages réservoirs bénéficient-ils d'une valeur patrimoniale et paysagère ? Pour quelques-uns, l'ouvrage de Vezins est « une verrue dans la nature » (OF, 25/08/2003). Pour d'autres, les barrages font partie du patrimoine du Sud-Manche, diversement qualifié comme « naturel » (LG, 02/06/2004), « industriel » (LG, 06/05/2009) ou « identitaire » (OF, 16/02/2012). S'appuyant sur le petit-fils de l'ingénieur Albert Caquot, les Amis des barrages soulignent ainsi le caractère novateur et la valeur architecturale qui font de ces ouvrages une partie du patrimoine historique national. De même la valeur paysagère est-elle considérée. Le pic que le mot « paysage » connaît en 2013 (fig. 4a) s'explique notamment par le lancement d'un Observatoire photographique participatif du paysage du bassin de la Sélune ainsi que l'organisation d'un concours de photographies (par le Syndicat Mixte du Bassin de la Sélune), sur le thème des « Paysages d'hier, d'aujourd'hui et de demain ». Le paysage des lacs se montre apprécié : « Des lacs qui donnent au Sud-Manche comme un petit air de Canada. [...] Tout au long des berges, parfois en pente douce, parfois escarpées, apparaissent des petites maisons de bois et des pontons sur pilotis où sont amarrés barques et canoës » (OF, 19/08/2004). Plus particulièrement, l'attractivité visuelle des espaces lacustres confère une valeur ajoutée non négligeable aux propriétés riveraines et débouche sur la défense d'intérêts fonciers¹⁴ : « J'ai une maison bien placée pour ma retraite, sans les barrages, elle ne vaut plus rien... » (OF, 14/02/2012).

4 Le poids des mots, le choix des maux

Les mots évoquant la suppression des barrages sont variés (fig. 4b). La démolition et le démantèlement sont des termes génériques pour désigner le fait d'abattre une construction. Mais ce projet peut être mis en œuvre de différentes manières et selon divers motifs que d'autres termes permettent de spécifier. La déconstruction s'efforce de démolir en tenant compte des contraintes écologiques et socio-économiques, par exemple en triant les déchets. Plus technique, ce mot reste peu mobilisé. D'autres termes considèrent plus nettement les enjeux environnementaux (sans requérir nécessairement la destruction totale de l'édifice). L'arasement est le mot le plus utilisé car il met la focale sur la dimension verticale de l'ouvrage dont la hauteur doit être réduite. Son utilisation s'avère particulièrement fréquente au sujet des barrages qui peuvent transformer le fleuve en marches d'escalier. L'effacement insiste davantage sur la dimension longitudinale

14 Des riverains s'efforcent de s'organiser pour réclamer à l'État des indemnisations suite à la perte de valeur de leurs biens immobiliers.

du cours d'eau et vise en particulier à éliminer ses conséquences négatives en termes de continuité écologique. Cette richesse lexicale témoigne d'une pluralité de points de vue et de postures à l'égard du projet de démantèlement.

4.1 *Trois régimes d'être au monde*

Les classes 1, 4 et 6 de la figure 3 soulignent l'importance des valeurs écologique, productive et récréative lorsqu'il s'agit d'évaluer les paysages de la vallée. Au risque de la caricature, trois schèmes dispositionnels peuvent ainsi être dégagés, ceux de l'écologiste, de l'aménageur et de l'habitant : chacun révèle un mode d'être au monde (le détachement, la domination et la dépendance).

Premièrement, à la faveur d'un effort de détachement, les écologistes impliqués dans la polémique se montrent sensibles à l'en-soi des choses, leur reconnaissent une valeur intrinsèque et évaluent la situation à la lumière du fonctionnement des écosystèmes aquatiques, des connaissances produites par les écologues et des dispositifs juridiques. Aux yeux des tenants du démantèlement, l'État doit assumer ses engagements environnementaux en prenant en compte les objectifs de la directive-cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000, de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, du Grenelle de l'Environnement à partir de 2007 ou encore du règlement européen sur l'anguille numéro 1100/2007. À défaut, la Commission Européenne peut saisir la Cour de Justice de l'Union Européenne pour condamner la France pour non-respect des objectifs fixés par la DCE, et notamment de ses obligations vis-à-vis de la continuité écologique.

Deuxièmement, au terme d'un effort de domination, la figure de l'aménageur tourne les yeux vers l'avenir et (re/dé) construit son environnement pour le bonifier. Ainsi, à l'écoute du pour-soi des humains, les opérateurs énergétiques comme les élus locaux espèrent tirer profit d'une intervention sur le territoire, ne serait-ce qu'en bénéficiant d'une « manne financière » (LG, 29/07/2015). Qu'il s'agisse d'une opération de construction ou de déconstruction, les décideurs mettent en avant les valeurs productive et monétaire. Par exemple, en ce qui concerne la pêche au saumon sauvage, les avantages récréatifs attendus de l'effacement des barrages de la Sélune ont été évalués monétairement : le gain annuel de surplus avoisinerait au moins 400 000 euros (Salanié *et al.*, 2004). Mais cette étude repose sur le postulat que les bénéfices tirés de la pêche en Amérique du Nord seront atteints sur la Sélune, ce qui peut conduire à une estimation très approximative (Germaine, 2011).

Troisièmement, le schème de la dépendance caractérise davantage les habitants qui sont immergés dans leur cadre de vie. Ainsi les ouvrages hydrauliques sont-ils « connus et reconnus par des milliers de gens » (OF, 05/07/2004). Maire de Saint-James et Président de la Commission locale de l'eau, Michel Thoury défend le projet d'arasement tout en rappelant son appartenance à la communauté locale : « vous savez que je suis un enfant de la Sélune et des lacs » (OF, 09/07/2004). Il légitime sa posture en insistant sur la longue histoire qui le relie à la vallée : « Ma famille habite dans la région depuis 1437, c'est elle qui a construit le premier

barrage » (OF, 14/12/2009). Dans la mesure où ils y fondent une partie de leur identité, les habitants vivent avec émotion les mutations paysagères. Le projet suscite de la défiance car il risque « de dépouiller la population locale d'un paysage qu'elle a toujours connu » (OF, 16/02/2012). Le choix des mots compte (fig. 5b) : « Le terme effacement n'est pas forcément le bon. Si on efface les barrages, on gomme du même coup la mémoire qui y est attachée » (LG, 15/10/2014). Il est préférable d'envisager une dynamique constructive. Le bureau d'études mandaté pour travailler sur un projet de territoire estime que les barrages ne devraient pas être complètement démolis et envisage de mettre en valeur « des témoins du passé de la vallée » (OF, 17/07/2015). Quelques travées du barrage de Vezins pourraient ainsi être conservées.

Ces régimes d'être au monde prônent respectivement une signification descriptive, prescriptive et appréciative de l'environnement (Morris, 1964) ; ils sont à l'œuvre non seulement dans les groupes sociaux mais aussi au sein de chaque individu. Du fait de cette tension évolutive, le discours de certains acteurs révèle des inflexions notables. Ainsi, en 2003, face à la Fédération départementale des pêcheurs de la Manche qui appelle à la destruction des barrages, Michel Thoury se positionne comme maire de Saint-James pour défendre les services assurés par les barrages. Relevant que ces ouvrages forment une réserve d'eau douce considérable et permettent de produire une énergie renouvelable, il aspire alors à « un consensus autour d'une prolongation de concession de 10 ou 20 ans » (OF, 30/04/2003). Mais il s'affirme ensuite davantage comme président de la Commission locale de l'eau (CLE) et défend ardemment la déconstruction des barrages.

4.2 Du sentiment de dépossession à davantage de concertation ?

La confrontation des différents schèmes dispositionnels peut alimenter un sentiment de dépossession chez les habitants. Ce sentiment est notamment suscité par des associations d'envergure nationale et internationale qui se sont rassemblées dans le collectif « Les Amis de la Sélune » (favorable au démantèlement des barrages), auquel participent « le WWF-France, le fonds Humus pour la biodiversité, France Nature Environnement, le North Atlantic Salmon Fund, GoodPlanet, la Federation of Irish Salmon & Sea Trout Anglers, la Fédération nationale de pêche, etc » (OF, 16/02/2012). Ce contexte perturbe certains acteurs locaux de la Sélune qui se sentent dépossédés de leur cadre de vie. « Les décisions sont prises en amont par des ONG, sans tenir compte des besoins et des réactions de la population locale. Un seul mot : le Grenelle de l'environnement et le rétablissement de la libre circulation des poissons migrateurs » (OF, 22/12/2009). Relayant ce point de vue, des élus locaux dénoncent « des promesses faites à des organisations écologistes, nationales et internationales » (OF, 28/01/2012).

Selon Y. Bérard (2007), « le barrage constitue un objet problématique autour duquel s'agrègent des énoncés contradictoires » (p. 8). La polémique procède, en effet, d'une polyphonie dialogique dans la mesure où elle met en tension les discours d'un petit nombre d'acteurs. S'y ajoute le discours décisionnel, produit

par les autorités politiques et les gestionnaires. Comment gérer les frictions entre les échelons local et national, entre autochtones et allochtones ? Plusieurs acteurs appellent néanmoins de leur vœu une « réelle concertation avec les élus et les acteurs socio-économiques sur l'avenir économique et écologique de la vallée » (OF, 04/02/2012). Mais force est de reconnaître que les barrages ne font pas l'objet d'un consensus à l'échelle locale. Si le bassin versant est appréhendé à la faveur des structures de gestion (notamment du syndicat mixte), la situation n'y est pas homogène. Le projet de démantèlement concerne en premier lieu la partie aval du fleuve qui semble ainsi marqué par une sévère discontinuité, non seulement biologique mais aussi territoriale. La baie du Mont-Saint-Michel elle-même est davantage évoquée que l'amont du cours d'eau où une partie des problèmes trouve pourtant son origine.

5 Conclusion

Synonymes de progrès et de modernité, la construction des barrages a été plutôt bien accueillie par les riverains de la Sélune pendant l'Entre-deux-guerres. A. Dalmasso (2008) a formulé un constat semblable dans les Alpes du Nord : « L'acceptabilité des barrages dépend [...] largement de la manière dont est gérée la perturbation introduite dans la répartition des droits de propriétés et d'usages du territoire, notamment de la capacité à compenser gains et pertes entre les groupes sociaux qui les occupent » (p. 51). La greffe de ces volumineux dispositifs techniques a si bien pris que la perspective de leur déconstruction pose aujourd'hui de vives questions techniques, écologiques et socio-économiques. Comme pour le barrage de Kernansquillec, la décision de détruire les ouvrages de la Sélune soulève une opposition locale qui n'est pas exempte de nostalgie. Une dynamique de monumentalisation des barrages a été entamée : construits en béton armé par le célèbre ingénieur A. Caquot (Kérisel et Kérisel, 2001), ces ouvrages doivent-ils relever du patrimoine national ? La déconstruction des barrages ne faisant pas consensus, il importe de situer les discours qui varient sensiblement selon l'échelle considérée. Si les écologistes souhaitent que ce débat soit élevé aux échelons national et international, une partie de la population locale regrette l'imposition gouvernementale d'une écologie d'en haut et aspire à une gouvernance qui leur donnerait les moyens de recruter leurs propres experts, de définir leurs priorités et d'assumer leurs choix. Tout programme d'aménagement ou de déconstruction s'appuie sur un jeu de valeurs dont l'introuvable conciliation induit des contradictions entre les politiques publiques (Arnould et Moreau, 2010). Le projet de territoire varie selon que la priorité est donnée à la valeur biologique des poissons migrateurs, à la rente EDF ou au bien-être de la population locale. Dès lors, déconstruire n'est plus synonyme de détruire. Pour déconstruire au mieux, il importe de comprendre comment et dans quelle perspective le dispositif technique a été construit et intégré à un

réseau mettant en relation des humains et des non humains. Il s'agit moins de déconstruire que de reconstruire.

6 Remerciements

Cet article a été réalisé dans le cadre du programme « Restauration écologique de la rivière Sélune. Paysage, usages, représentations » financé par l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN) et piloté par M.-A. Germaine (Univ. Paris-Nanterre)¹⁵. Il s'agit d'un des quatre volets du programme de suivi scientifique de l'arasement des barrages de la Sélune piloté par J.-L. Baglinière (INRA). Les auteurs remercient Aurélie Joué qui assure une revue de presse au sein du Syndicat Mixte du Bassin de la Sélune ainsi que Julie Montreuil pour l'aide apportée dans la construction du corpus.

Université de Lyon
ENS de Lyon
15 parvis René-Descartes
69007 Lyon
yves-francois.le-lay@ens-lyon.fr

Université Paris-Nanterre
200 av. de la République
92000 Nanterre
marie-anne.germaine@u-paris10.fr

Références

- Arnould, M., Moreau, D. (2010), « Les contradictions des politiques publiques dans la gestion des espèces et milieux aquatiques, le cas des politiques "poissons migrateurs" », *Sciences Eaux et Territoires*, n° 3, p. 56-63.
- Barraud, R. (2011), « Rivières du futur, *wild rivers* ? », *Vertigo*, URL : <http://vertigo.revues.org/11411>.
- Bérard, Y. (2007), « Et au milieu coule une rivière. Critique écologique, expertise et construction du risque environnemental autour d'une affaire de barrage », *Socio-logos*, n° 2, URL : <http://socio-logos.revues.org/1042>.
- Bigot, A. (1937), « Les alluvions anciennes de la Sélune à Ducey (Manche) », *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, p. 95-100.
- Blanc, N., Bonin, S. (dir.) (2008), *Grands barrages et habitants. Les risques sociaux du développement*, Paris, Quae, 336 p.
- Bond, A., Palerm, J., Haigh, P. (2004), « Public participation in EIA of nuclear power plant decommissioning projects : a case study analysis », *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 24, n° 6, p. 617-641.

15 <http://selune.hypotheses.org/>

- Bravard, J.-P. (1982), « Le barrage de Loyettes, nature ou énergie de pointe ? », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 57, n° 3, p. 287-290.
- Brun, A., Haghe, J.-P. (2016), « Les médias, les algues vertes et le modèle agricole breton », *L'Espace géographique*, t. 45, n° 2, p. 142-156.
- Cairn, N.L., Nelson, H.T. (2013), « What drives opposition to high-voltage transmission lines ? », *Land Use Policy*, vol. 33, p. 204-213.
- Charaudeau, P. (2011), *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 255 p.
- Chartier, L. (2003), *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse*, Presses de l'Université du Québec, 263 p.
- Comby, E. (2015), *Pour qui l'eau ? Les contrastes spatio-temporels des discours sur le Rhône (France) et le Sacramento (Etats-Unis)*, thèse de géographie, Université Lyon 3, 721 p.
- Comby, E., Le Lay, Y.-F., Piégay, H., (2012), « La presse, une source pour l'étude spatiale et temporelle des attitudes. Potentialités et outils d'analyses des discours sur les crues », in *Dixièmes Rencontres de Théo Quant*, URL : <http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2011/TQ2011%20ARTICLE%205.pdf>.
- Comby, E., Mosset, Y., De Carrara, S. (2016), *Corpus de textes : composer, mesurer, interpréter*, Lyon, ENS Éditions, 191 p.
- Corbonnois, J., Tchékpo, W. (2013), « Quel devenir pour les ouvrages hydrauliques installés sur les cours d'eau du bassin de la Maine ? », *Noréis*, vol. 228, n° 3, p. 27-38.
- Couderc, J.-M. (1998), « L'arasement du barrage de Maisons-Rouges (Indre-et-Loire) en 1998 », *Noréis*, vol. 184, n° 4, p. 629-636.
- Dalmasso, A. (2008), « Barrages et développement dans les Alpes françaises de l'entre-deux-guerres », *Revue de Géographie Alpine*, vol. 96, n° 1, p. 45-54.
- Delorme, G. (2004), *Ouest-France. Histoire du premier quotidien français*, Éditions Apogée, 256 p.
- Derville, I., Bonenfant, M., Royet, P., Lepetit, D., Jigorel, A. (2001), « Retour d'expérience du démantèlement du barrage de Kernansquillec », *Ingénieries - E A T*, n° 25, p. 13-27.
- Descottes, J. (1934), « Promenade de la Société historique et archéologique », *Annales de la Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo*, p. 117-122.
- Downs, A. (1972), « Up and down with ecology – the « issue-attention cycle » », *Public Interest*, vol. 28, p. 38-50.
- ETHEIS (2013), *Schéma de Développement Durable de la Vallée de la Sélune/Diagnostic et Plan d'Actions, pour la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Manche*, URL : <http://www.manche.gouv.fr>.
- Flaminio, S. (2016), « Ruptures spatio-temporelles dans les représentations médiatiques des barrages (1945-2014) », *L'Espace géographique*, t. 45, n° 2, p. 157-167.
- Garcier, R., Le Lay, Y.-F. (2015), « Déconstruire Superphénix. Un débat public vu par la presse régionale (1997-2013) », *EspacesTemps.net*, URL : <http://www.espacestems.net/articles/deconstruire-superphenix/>
- Garnier, P., Rode, S. (2007), « Entre aménagement et environnement, la naissance avortée d'un projet aléatoire : le barrage de Chambonchard », *Annales de géographie*, vol. 656, n° 4, p. 382-397.
- Gautier, M. (1939), « L'électrification de la Bretagne », *Annales de Géographie*, n° 275-276, p. 472-480.
- Germaine, M.-A. (2011), « Dépasser l'enjeu piscicole, vers la définition d'une gestion concertée du cours d'eau et de ses berges. L'exemple de la vallée de la Touques (Calvados) », *Géocarrefour*, vol. 86, n° 3-4, p. 245-259.

- Germaine, M.-A., Barraud, R. (2013), « Restauration écologique et processus de patrimonialisation des rivières dans l'ouest de la France », *VertigO*, HS n° 16, URL : <http://vertigo.revues.org/13583>.
- Germaine, M.-A., Lespez, L. (2014), « Le démantèlement des barrages de la Sélune (Manche). Des réseaux d'acteurs au projet de territoire ? », *Développement durable et territoires*, vol. 5, n° 3, URL : <http://developpementdurable.revues.org/10525>.
- Germaine, M.-A., Viry, M., Menozzi, M.-J. (2016), « Construction des lieux et rapports à la nature. Cabanons et pêcheurs des lacs du Sud Manche », *Norois*, n° 240, p. 77-100.
- Goeldner-Gianella, L. (2013), *Dépoldériser en Europe occidentale. Pour une géographie et une gestion intégrées du littoral*, Paris, Publications de la Sorbonne, 350 p.
- Gonzalez, A. (2003), « La controverse mondiale à propos des grands barrages : d'une réalité hétérotopique à la construction d'un espace restreint de représentation (la World Commission on Dams) », *Regards Sociologiques*, n° 25/26, n.p., 14 p.
- Gramson, W.A., Modigliani, A. (1989), « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, Vol. 95, No. 1, p. 1-37.
- Heiden, S., Magué, J.-P., Pincemin, B. (2010), « TXM : Une plateforme logicielle open-source pour la textométrie – conception et développement », in Bolasco, S., Chiari, I., Giuliano, L. (dir.), *10th International Conference on the Statistical Analysis of Textual Data - JADT 2010*, Milan, Edizioni Universitarie di Lettere Economia Diritto, p. 1021-1032.
- Hindmarsh, R. (2014), « Hot air ablowin ! "Media-speak", social conflict and the 'decoupled' Australian wind farm controversy », *Social Studies of Science*, vol. 44, n° 2, p. 194-217.
- Hollmuller, P., Lachal, B., Romero, F., Weber, W., Zraggen, J.-M. (2004), *Démantèlement des infrastructures de l'énergie*, Genève, Centre universitaire d'étude des problèmes de l'énergie, 56 p.
- Journaux, A. (1955), « L'électricité en Basse-Normandie : étude de géographie économique », *Norois*, n° 6, p. 135-187.
- Journaux, A. (1952), « Dépôt actuel de varves lacustres en Normandie », *Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie des sciences*, p. 1669-1672.
- Kasperson, R.E., Berk, G., Pijawka, D., Sharaf, A.B., Wood, J. (1980), « Public Opposition to Nuclear Energy : Retrospect and Prospect », *Science, Technology, & Human Values*, vol. 5, n° 31, p. 11-23.
- Kérisel, J., Kérisel, T. (2001), « 1919-1940. Le savant et le bâtisseur », *Bulletin de la Sabix*, n° 28, p. 27-34.
- Kornijów, R. (2009), « Controversies around dam reservoirs : benefits, costs and future », *Ecology & Hydrobiology*, vol. 9, 2 – 4, p. 141-148.
- Kreitmman, L. (1938), « L'état actuel du saumon en France », *Bulletin de la Société nationale d'acclimatation de France*, n° 1-2, p. 365-384.
- Labussière, O., Nadai, A. (2014), « Unexpected Wind Power 'Potentials': The Art of Planning with Inherited Socio-Geographical Configurations (France) », *Scottish Geographical Journal*, vol. 130, n° 3, p. 152-167.
- Laslaz, L. (2013), « Renaturaliser sans patrimonialiser. Bannir les "installations obsolètes" et les points noirs paysagers dans les espaces naturels protégés alpins », *L'Espace géographique*, t. 42, n° 4, 354-369.
- Lebart, L., Salem, A., Berry, L. (1998), *Exploring textual data*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 245 p.
- Le Bossé, Y. (1996), « Empowerment et pratiques sociales : illustration du potentiel d'une utopie prise au sérieux », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 1, p. 127-145.
- Lecourt, A., Baudelle, G. (2004), « Planning conflicts and social proximity : a reassessment », *International Journal of Sustainable Development*, vol. 7, n° 3, p. 287-301.

- Le Lay, Y.-F., Rivière-Honegger, A. (2009), « Expliquer l'inondation : la presse quotidienne régionale dans les Alpes et leur piémont (1882-2005) », *Géocarrefour*, vol. 84, n° 4, p. 259-270.
- Lester, L. (2010), *Media and Environment. Conflict, Politics and the News*, Cambridge, Polity Press, 205 p.
- Lévêque, C. (2016), *Quelles rivières pour demain ? Réflexions sur l'écologie et la restauration des cours d'eau*, Paris, Quae, 288 p.
- Loubère, L., Ratinaud, P. (2013), *Documentation IRaMuTeQ*,
URL : http://www.iramuteq.org/documentation/fichiers/documentation_iramuteq_21_12_2013.pdf.
- McCormick, S. (2010), « Damming the Amazon : Local Movements and Transnational Struggles Over Water », *Society & Natural Resources : An International Journal*, vol. 24, n° 1, p. 34-48.
- Melé, P., Larrue, C., Rosemberg, M. (dir.) (2003), *Conflits et territoires*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 224 p.
- Mesnager, M. (1928), « Les barrages hydrauliques », *Le Ciment*, n° 3, p. 94-106.
- Michelot, J.-L. (1990), « Les conflits pour l'aménagement de l'espace au confluent Ain-Rhône », *Annales de géographie*, vol. 99, n° 555, p. 513-530.
- Morandi, B. (2014), *La restauration des cours d'eau en France et à l'étranger : de la définition du concept à l'évaluation de l'action. Éléments de recherche applicables*, thèse de géographie, École normale supérieure de Lyon, 429 p.
- Morris, C (1964), *Signification and significance*, Cambridge, The MIT Press, 99 p.
- November, V., D'Alessandro-Scarpari, C., Rémy E. (2004), « Un lieu en controverse : une controverse qui fait lieu (x) », *Noréis*, vol. 193, n° 4, p. 91-102.
- Prost, A. (1996), « Les mots », in Rémond, R. (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, p. 255-286.
- Raveret-Wattel, C. (1884), « Les poissons migrateurs et les échelles à saumons », *Bulletin de la Société nationale d'acclimatation de France*, p. 14-43.
- Salanié, J., Le Goffe, P., Surry, Y. (2004), « Évaluation des bénéfices procurés par le démantèlement de barrages hydroélectriques : le cas de la pêche au saumon sur la Sélune », *Ingénieries - E A T*, n° 39, p. 65-78.
- Searles, H. (1960), *The Non-Human Environment in Normal Development and in Schizophrenia*, New York, International Universities Press, 464 p.
- Todorov, T. (1984), *Mikhail Bakhtine. Le principe dialogique*, Paris, Seuil, 315 p.
- Turquet, A. (1929), « Barrage à arches multiples en béton armé de l'usine de La Roche-qui-Boit sur la Sélune, à Ducey (Manche) », *Le Ciment*, n° 12, p. 632-635.
- Vaidyanathan, G. (2011), « Dam Controversy : Remaking the Mekong », *Nature*, vol. 478, n° 7369, p. 305-307.
- Veschambre, V. (2008), *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 315 p.